

JUMP

Le goût du futur

Spécial Europe



Dossier
Europe
p. 8

écolo J Vijf
problemen,
5 Jong Groen
cinq
solutions

Vijf problemen,
cinq solutions
p. 4



Bons plans
pour cet été
p. 16

SOMMAIRE

Page 3 : Edito

Pages 4-5 :

- *écolo j* et Jong Groen! pour la circonscription fédérale
- Vijf problemen, cinq solutions

Page 6 : Dans les régionales

Page 7 : Après Katrina, la nappe de pétrole

Pages 8-9 : Dossier Europe – L'UE en deux mots (et demi)

Page 10 : La fête de l'Europe, nécessité ou aberration ?

Page 11 : L'austérité ? Un avenir promis ?

Pages 12-13: La politique monétaire européenne :
un grand mot, de petits effets

Pages 14-15 :

- L'Europe (anti-)sociale ?
- Mais que fait donc un parlementaire européen ?

Pages 16-17 : FYEG

- 80 jeunes verts à Bratislava pour une autre Europe
- Youth Must Demand Economic Participation

Page 18: Quelle Europe veut-on ?

Page 19 : Carte Blanche à Jong Groen! *Reizen is gezond!*

Pages 20-21 :

- LaSemo, le festival de musique durable en Wallonie
- Æncrage durable

Page 22 : Le dessert de Pierre

Page 23 : Le coin bédé d'Alex et Baptiste

Page 24 : Agenda

écolo j Vijf
5 problemen,
5 cinq solutions Jong Groen



Direction :
Laurence Willemse
Olivier Bierin

Design & Lay-out :
Steven Verdonck
Ulysse Debouny

Editeur responsable :
Laurence Willemse
18 Place Flagey
1050 Bruxelles

Imprimé sur papier
recyclé avec des
encres végétales

Rédactrice en chef :
Aude Hansel

Illustrations :
Alex & Baptiste Erkès

EDITO

Tiens, la présidence belge de l'Union européenne, ça ne commençait pas le 1er juillet ?

Oui, c'est vrai, il est prévu que notre « gouvernement » dirige le Conseil des ministres européens pendant les 6 prochains mois... Il faut dire qu'avec la campagne électorale, les négociations, les examens, la Coupe du monde, le Tour de France et le retour du soleil, on n'a pas beaucoup entendu parler de cet événement.

Et puis d'ailleurs, l'Union européenne, c'est assez nébuleux... Y'a combien d'institutions déjà ? ladine t'en rappelle les bases dans une double page (p. 8-9). Tu n'as pas tout compris à la crise monétaire, tu ne sais pas trop à quoi sert l'euro, si ce n'est te simplifier la vie pendant tes vacances ? Lis l'article d'Antoine et les recommandations de J-B des pages 11 à 13. Et après ? Ca ne va pas changer ma vie l'Europe ! Eh bien, détrompe-toi et lis les explications de Caro en page 10, sans oublier de faire un tour dans le quotidien d'Aurélié qui travaille au Parlement européen (p. 15).

Comme tu pourras le lire dans ce numéro, *écolo j* est convaincu de l'utilité, même de la nécessité des institutions européennes et plaide pour plus d'Europe, mais pas n'importe quelle Europe. A ce propos, Hugo nous expose les aspects sociaux (ou non) de l'Europe pages 14 et 15 et Olivier conclut le dossier en exposant son idée d'une Europe solidaire.

Malgré la campagne électorale, nous n'avons pas oublié l'anniversaire de notre vieille Europe le 9 mai dernier et avons marqué le coup par différentes actions, notamment à Liège, comme te l'explique Caro (p. 10).

N'oublions pas non plus que les jeunes verts francophones et flamands travaillent ensemble à l'élaboration de positions qui orienteraient l'Europe vers plus de solidarité, de mixité, de démocratie, d'ouverture... et sont allés présenter et débattre leurs propositions avec d'autres jeunes verts européens en Slovaquie (p. 16-17) en mai dernier.

D'ailleurs, les jeunes verts belges se sont aussi penchés sur la situation actuelle de la Belgique et ont élaboré ensemble « cinq solutions » pour « vijf problemen » (p. 4-5).

Dans ce numéro estival, tu trouveras aussi un article sur les festivals durables (mais oui, on peut tout à fait s'amuser en gardant un minimum d'éthique, p. 20-21), le tourisme alternatif (tu pourras déjà te préparer pour tes vacances à la mer en potassant ton néerlandais... p. 19), de même que nos rubriques habituelles comme la recette de saison et la BD d'Alex et Baptiste (p. 22-23). Il y a même une nouveauté : la chronique littéraire de Jérémie, page 21.

Ajoutons encore que ce printemps, riche en événements spectaculaires, a coïncidé avec l'entrée en fonction de deux nouveaux coprésidents pour *écolo j*, épaulés par une équipe de choc qui se compose désormais de 5 permanents. Nous souhaitons donc bonne route à la Schaerbeekoise Laurence Willemsse et au Liégeois Olivier Bierin qui, nous en avons la certitude, ne manqueront pas d'idées et de punch pour continuer le travail rondement mené ces deux dernières années par Barbara Trachte et Christophe Dubois.

L'équipe de Jump te souhaite un superbe été au ciel bleu rempli d'étoiles européennes et *écolo j* te donne d'ores et déjà rendez-vous à ses différentes activités listées sur le quatrième de couverture ou sur son site www.ecoloj.be.

Plus que jamais cet été, il est temps de te mettre au vert !

Aude Hansel
Rédatrice en chef

écolo j et Jong Groen! pour la circonscription fédérale



Le 5 juin, les membres d'écolo j et de Jong Groen! se sont retrouvés pour proposer aux Bruxellois le concept novateur de circonscription fédérale. Plus d'infos sur cette proposition dans le point 1 des 5 solutions.



écolo j & Jong Groen!

écolo j **Vijf** problemen, **5** cing solutions Jong Groen

Le 27 mai dernier, en pleine campagne électorale et avec une crise institutionnelle en bruit de fond, écolo j et Jong Groen!, représentés par leurs présidents - Kristof Calvo, Olivier Bierin et Laurence Willems - ont décidé de parler d'une seule voix en communiquant leurs cinq solutions à vijf

problemen. Ils ont invité la presse pour présenter leur programme dans le cadre symbolique du Parc Royal, au cœur de Bruxelles.

Olivier rappelle : « Nos deux organisations travaillent ensemble depuis plusieurs années, et ce autour de différentes thématiques. Avec les élections fédérales anticipées du 13 juin, nous voulions élaborer ensemble un programme commun avec cinq priorités. Nous souhaitons rendre visible notre coopération qui est un exemple de collaboration Nord-Sud constructive. »

rencontre notre pays actuellement, des problèmes dont les jeunes verts wallons, flamands et bruxellois se sont emparés.

Laurence : « Avec *Vijf problemen, cing solutions*, nous voulons porter une autre voix, un regard vert et jeune après trois ans de crise politique, trois ans de *guéguerres* communautaires et de petits jeux stratégiques. »

Les priorités étaient regroupées en cinq propositions concrètes liées aux problèmes que

Nos 5 solutions... en quelques mots

1 Une circonscription fédérale

Notre pays tourne actuellement en rond et cela doit changer ! Nous avons besoin de cette réforme de l'Etat afin de moderniser notre pays, de lui offrir de nouvelles structures pour une Belgique neuve !

Les jeunes verts, *écolo j* et Jong groen! sont favorables à la création d'une circonscription fédérale. Pour qu'une partie des hommes et femmes politiques soient élus dans tout le pays. Cela forcera ces élus à représenter tous les citoyens du pays, à faire campagne tant au Nord qu'au sud, et poussera chacun à mieux connaître la population de l'autre Communauté.

2 Act now pour le climat

La conférence des Nations Unies sur le Climat à Copenhague du mois de décembre dernier a beaucoup fait parler d'elle mais n'a pas débouché sur grand-chose. Or, pour nous, les enjeux sont clairs, il faut se fixer des objectifs plus ambitieux.

La Belgique peut se distinguer dans ce domaine et montrer l'exemple en ayant pour objectif de diminuer ses émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici à 2020, de 50% pour 2030 et de 90% pour 2050. Ce sont les chiffres que les Nations Unies avaient prévus. Pour atteindre ces objectifs, notre pays doit se doter d'une loi climat avec pour but, le développement des énergies renouvelables.

3 Les jeunes et les emplois verts

Développer les nouveaux secteurs verts qui sont porteurs d'emplois non délocalisables doit être une priorité en matière économique. Notamment pour les jeunes et ceux qui se lancent dans la vie professionnelle. Nous proposons entre autres pour ces jeunes qui se lancent, un 'contrat jeunes' qui leur permettra de mieux se préparer lors de la période d'attente. Les jeunes chercheurs d'emplois pourraient percevoir une allocation particulière pour leur permettre de continuer à se former, d'acquérir de l'expérience dans les secteurs non-marchands, des ONG, voire de partir faire un service citoyen en Belgique ou à l'étranger.

4 Un avenir pour les pensions

Le dernier gouvernement n'a pas fait grand-chose dans le domaine du vieillissement de la population. Or, ce n'est pas une vision très encourageante pour les générations futures. Nous devons dès à présent faire de bons choix et bâtir les pensions sur des socles stables et durables. Il faut également rehausser les pensions les plus basses et chercher des moyens de financement, par exemple dans la lutte contre la fraude fiscale et des taxes sur les grosses fortunes et les gros pollueurs.

5 Des transports publics plus accessibles et moins chers

Les transports publics sont le meilleur moyen de se déplacer de façon durable et d'encourager la mobilité douce. Pour nous, les trains, trams, bus, doivent être plus accessibles et moins chers pour que les jeunes puissent se déplacer de façon autonome. Nous plaçons pour la création d'un « pass jeunes » donnant accès à tous les transports publics du pays.

écolo j Liège fête l'Europe



Le 9 mai, les jeunes écologistes sont allés souhaiter tous leurs vœux aux Européens présents sur le marché de la Batte à Liège.

écolo j Luxembourg Pannekoek

Le 29 janvier, c'est sous les flocons qu'écolo j Luxembourg et les JOE Luxembourg ont réalisé leurs actions pannekoek.



écolo j Huy-Waremme aux 5h cuistax



L'équipe d'écolo j Huy-Waremme a remporté la 2e place de la course des 5h cuistax d'Oleye, le dimanche 23 mai.

écolo j Bruxelles en Promenade Verte



Le 24 mai, lundi de Pentecôte, une quinzaine de membres d'écolo j Bruxelles ont parcouru en vélo les chemins de la Promenade Verte, sous le soleil !

écolo j Verviers fête le «travail»



Le 1 mai, écolo j Verviers proposait, comme chaque année, son mojito bio-équitable

Billet d'ambiance

Après Katrina, la nappe de pétrole...



Credit photo : DVIDSHUB

Deepwater Horizon

Profitant d'un passage à la Nouvelle-Orléans en ce mois de juin, je suis partie à la rencontre des gens avec des interrogations quant à leurs sentiments sur ces tonnes de pétrole qui s'écoulent dans le Golf, et qui menacent les côtes de Louisiane et la ville de la Nouvelle-Orléans même. Réactions mitigées...

La Nouvelle-Orléans n'étant pas encore touchée, le pétrole se dirigeant surtout vers les plages de Floride, les habitants de la ville ne semblent pas trop inquiets, du moins de premier abord. Si un membre de leur famille ou un proche n'est pas pêcheur, on peut avoir l'impression que la catastrophe écologique qui est en train de se jouer n'atteint pas les habitants.

Les locaux parlent pourtant de la catastrophe, mais avec peu d'espoir : "On se remet à peine de Katrina que voilà une nouvelle catastrophe qui risque de mettre la Nouvelle-Orléans à plat", me dit ma guide qui me fait découvrir le quartier français de cette ville qui ne dort jamais. "Nous, n'avons pas encore retrouvé le tourisme d'avant l'ouragan qui avait dévasté une grande partie de la ville ; cette nappe de pétrole va empêcher les touristes de revenir".

Alors, résignation ? Non, pas tant que ça. British Petrol est pointé du doigt, de même que l'administration américaine : "On se rend compte que le Président Obama n'est qu'un pion et que finalement, les intérêts financiers priment sur tout le reste". Malgré ce genre de réflexions, courantes dans les rues de la ville, on ne voit aucun mouvement de foule, aucune manifestation. Les contestations populaires ne sont-elles qu'une spécialité européenne ?...

Continuant à m'intéresser au sujet, j'ai eu l'occasion de l'aborder avec des jeunes gens, enseignants pour la plupart. "La saison des ouragans va bientôt commencer, le pétrole va donc se disperser partout et sera encore plus difficile à récupérer", soupire Annie. Pour aller nettoyer les plages, BP a fait appel aux pêcheurs, fatalement sans emploi aujourd'hui. Pour mieux contenir une éventuelle révolte de leur part ? En tout cas, si les habitants veulent donner un coup de main, ils doivent savoir s'y prendre avec les animaux blessés, donc simples novices, merci de vous abstenir...

Et pendant ce temps-là, le pétrole continue de s'écouler dans la mer, et les habitants de la Nouvelle-Orléans continuent de vivre, s'appêtant à devoir à nouveau affronter l'inimaginable. Simple cause ? La cupidité humaine...

Géraldine Martin
Coordinatrice d'écolo J

Quelle est la différence entre le Conseil de l'Union européenne et le Conseil européen ? Et entre l'UE et la Communauté européenne ? Qu'est-ce que la PESC ? Quel est le rôle de la Commission ? ... Pas toujours évident de s'en sortir entre toutes ces institutions européennes aux noms précis et pas toujours clairs... Pour nous préparer à la lecture du dossier, retraçons aussi clairement et brièvement que possible la base de la base.

Différence entre UE et Communauté européenne.

Depuis le traité de Maastricht, l'UE a souvent été comparée à un fronton soutenu par trois piliers : les Communautés européennes, la Politique européenne de sécurité commune (PESC) et la Coopération policière et judiciaire en matière pénale (CPJP). L'UE rassemblait donc des institutions économiques, judiciaires et policières.

Cette architecture était très compliquée, c'est pourquoi, avec le traité de Lisbonne entré en vigueur en décembre 2009, il a été décidé de fusionner ces différents piliers. Désormais, l'expression « Communauté européenne » a été remplacée par « Union européenne ».

Le rôle de la Politique européenne de sécurité commune est de parler et d'agir de concert sur la scène internationale dans divers conflits dans le monde (Balkans, Géorgie - Russie, etc.)

La CPJP, quant à elle, est une coopération qui agit sur les enquêtes criminelles impliquant plusieurs États membres.

Quelques dates

En 1951, naissait la CECA. Suite à la seconde guerre mondiale, les 6 pays fondateurs se sont alliés en une Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), l'ancêtre de l'Union européenne. En 1957, avec le Traité de Rome, une deuxième Communauté est créée : la Communauté économique européenne (CEE), le marché commun est lancé. Une troisième Communauté voit également le jour : la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA).

L'Union européenne, quant à elle, n'a été créée qu'en 1993 avec le Traité de Maastricht.

UE

CE

PESC

CPJP

CE : Communautés européennes
 PESC : Politique européenne de sécurité commune
 CPJP : Coopération policière et judiciaire en matière pénale

mots (et demi)



Le triangle institutionnel

Ce qu'on appelle le triangle institutionnel représente les trois institutions principales de l'UE, à savoir la Commission, le Parlement et le Conseil de l'UE.

La Commission européenne est composée d'un commissaire par pays, désigné par les États membres et approuvé par le Parlement. Son rôle est de proposer les « lois » européennes. Elle a ce qu'on appelle le « monopole de l'initiative ».

Ces « lois » doivent ensuite être adoptées par le Parlement et le Conseil de l'UE. Les membres du Parlement sont élus au suffrage universel tous les 5 ans. Le Conseil de l'UE, appelé aussi « Conseil des ministres », est composé du ministre de chaque État membre, en lien avec l'ordre du jour : enseignement, affaires étrangères, etc. Tous les 6 mois, un pays différent en exerce la présidence. De juillet à décembre 2010, ce pays sera la Belgique.



Conseil de l'UE et Conseil européen.

Lorsque le Conseil de l'UE n'arrive pas à se mettre d'accord sur un point, c'est le Conseil européen qui prend la relève. Il rassemble les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'UE. Le Conseil européen est aussi l'instance d'impulsion politique et, en particulier, de la politique étrangère et de sécurité commune. Il se réunit minimum quatre fois par an, sous la nouvelle présidence d'Herman Van Rompuy, élu pour une période de deux ans et demi.

Signalons encore que le « Conseil de l'Europe » est une tout autre institution qui n'a rien à voir avec l'Union européenne. Celui-ci compte en effet 47 États membres, dont la Russie et la Turquie, et s'occupe principalement des questions des droits de l'homme, tandis que l'UE compte 27 États membres et s'occupe surtout des questions économiques, de politique étrangère et de coopération judiciaire.

Il n'est pas toujours évident de bien faire la différence entre tous ces termes et institutions. Un mot légèrement modifié involontairement peut répandre la confusion, par exemple dans les termes comme « Conseil de l'UE », « Conseil européen » et « Conseil de l'Europe ». Il est donc important d'avoir les idées claires sur ces sujets, afin de comprendre au mieux comment fonctionne l'Union européenne.

La fête de l'Europe, nécessité ou aberration ?

Depuis plusieurs années, les jeunes verts de l'Euregio* se rassemblent pour la fête de l'Europe. Durant un weekend, ils réfléchissent ensemble à l'Europe de demain et vont à la rencontre des Européens. Initiative qui en étonne plus d'un : la politique actuelle de l'Union européenne est bien loin du projet écologiste. Pourquoi donc la fêter ?

Tous les jours, nous sommes touchés par les décisions européennes : prévention en santé publique ; Politique Agricole Commune remise en cause par la crise agricole actuelle ; libéralisation de certains secteurs comme celui de l'énergie, du service postal... Tous les jours, nos gouvernements s'attèlent à la mise en place des décisions européennes, vérifient la compatibilité de leurs mesures avec la ligne politique de l'UE et adaptent certains fonctionnements.

L'influence de la politique européenne sur notre vie quotidienne est bien réelle. Pourtant, nombreux sont ceux pour qui l'Europe ne représente pas grand-chose de concret et qui n'accordent pas beaucoup d'importance aux élections européennes.

D'où vient ce désintérêt ? Une partie de l'explication se trouve dans l'application des décisions européennes : nous ressentons peu l'impact direct, nous percevons mal le lien entre nos politiques nationales et celles de l'Union.

Pour qu'il y ait intérêt, il faut aussi qu'il y ait eu information, et c'est encore trop peu souvent le cas. On pourrait jeter la pierre aux médias : ceux-ci, en se souciant peu d'Europe, ne fournissent pas au citoyen les éléments nécessaires à une bonne compréhension des enjeux ; on pourrait également jeter la pierre aux hommes politiques qui relèguent cette institution au second plan lors des débats ou la pointent du doigt lorsqu'un reproche leur est fait. De quoi susciter l'envie...

Cette année, le weekend étant reporté à l'automne, *écolo j* Liège a néanmoins tenu à être présent sur un lieu symbolique de l'Euregio, le marché de la Batte, où se croisent Belges du Nord et du Sud, Hollandais et Allemands pour sensibiliser aux enjeux de l'UE. Dans le tract distribué, nous n'avons pas célébré la politique européenne actuelle qui, comme ce dossier le montre, comporte encore beaucoup de défauts, mais les espoirs qu'une telle institution renferme : le maintien de la paix entre les Etats membres, la possibilité de créer une force capable de peser dans les débats internationaux, et la nécessité d'une politique globale pour relever les défis majeurs (crise socio-économique, environnementale).

Prenons donc l'habitude de fêter l'Europe ! Il est temps de cesser de minimiser son importance et d'œuvrer pour qu'elle devienne l'Europe qu'on souhaite. Le Parlement européen a encore du chemin à parcourir pour s'imposer en tant qu'organe décisionnel, cela commencera, entre autres, par un intérêt marqué et un soutien fort de la population. Il existe un moyen pour l'exprimer : le vote pour les défenseurs d'une Europe plus démocratique et sociale.

Caroline Saal

* Euregio : province de Liège, du Limbourg belge, Limbourg hollandais, région allemande de Aachen.

Crédit photo : Irargerich

L'austérité ? Un avenir promis ?

Depuis fin 2008 et la crise des « subprimes », le monde financier ne tourne plus rond et est plus imprévisible que jamais. Après la débâcle survenue au niveau bancaire, les États semblent plus fragilisés que jamais, surtout les plus endettés. La solution proposée voire imposée aux pays européens est... l'austérité. Mais où est donc cette société heureuse et prospère promise au siècle passé par certains visionnaires pour le nouveau millénaire ?

Que se passe-t-il en fait ?

Les agences de notation (Fitch Ratings, Moody's et Standard & Poor's pour les plus connues) publient des indices qui décrivent la solvabilité d'une société ou d'un état, c'est-à-dire sa capacité à payer ses factures. Suite à la hausse du chômage et la baisse des rentrées d'argent dans les caisses des États dues à la crise ainsi qu'à des problèmes de mauvaise gestion, la solvabilité de certains États est mise en doute et la Grèce est même menacée de faillite.

Le problème est que chaque État, pour faire face à ses dépenses, emprunte et, comme pour les ménages, suivant le risque qu'il ne puisse pas rembourser, le taux varie à la hausse. Ce fut récemment le cas pour la Grèce, qui pouvait emprunter à des taux avoisinant les 10%. D'où un des nombreux paradoxes : on prête plus facilement aux riches...

Et la Belgique ?

Le fait d'avoir une dette colossale (voir tableau) fait penser que la Belgique pourrait subir le même sort que la Grèce. Pour le moment, la santé économique de la Belgique reste meilleure que beaucoup d'autres pays européens. Et actuellement les victimes des marchés, outre la Grèce, sont le Portugal et l'Espagne.

Pays	Taux d'endettement en % du PIB en 2009
Grèce	108,1
Belgique	99,0
Espagne	59,5
Portugal	75,2

L'austérité en Europe ?

En clair, le refinancement des États passe par des économies qui vont se faire malheureusement au détriment des populations. La Banque Centrale Européenne et le FMI ont décidé de prêter de l'argent à la Grèce à de meilleurs taux que le marché pour l'« aider » à s'en sortir, mais ce prêt s'accompagne de mesures peu populaires, essentiellement le gel ou la diminution des salaires et des pensions. La hausse de la TVA va aussi faire augmenter les prix, ce qui s'ajoutera à la baisse de revenu.

La lutte contre la corruption et la fraude en Grèce pourrait aider à renflouer les caisses. Mais le problème vient de la spéculation sur les marchés et du fait que les banques ont été refinancées par les États et qu'au final, le citoyen paie deux fois les résultats des jeux financiers de certaines banques et des spéculateurs.

Nous pensons qu'il est temps de réguler la finance et de bien séparer les métiers bancaires classiques des activités financières à risques. L'activité boursière devrait être freinée pour limiter la recherche de profit maximal en utilisant une taxe sur les transactions financières (taxe du type Tobin). Il faudrait aussi protéger les épargnants et ceux qui empruntent en exigeant éthique et clarté dans l'offre bancaire. Et tout ceci simplement pour que le monde financier soit un peu plus juste...

Jean-Benoît Jadin

La politique monétaire européenne : un grand mot, de petits effets

L'objectif premier de la Banque Centrale Européenne (BCE) est clair: maintenir une stabilité des prix. Pour ce faire, elle peut supporter les politiques économiques mises en place pour atteindre les objectifs européens, comme un haut niveau d'emploi et une croissance durable et non inflationniste. L'accent est cependant mis sur la stabilité et sur les effets à court terme des politiques monétaires, puisque sur le long terme, la plupart des économistes néo-classiques s'accordent pour dire que la monnaie est neutre.

Par contre, la FED (la banque centrale américaine), elle, poursuit deux objectifs: la stabilité des prix ET un faible taux de chômage. On comprend dorénavant mieux pourquoi la FED est toujours plus prompt à réagir lors de récessions et pourquoi, en revanche, l'Europe met toujours plus de temps à sortir des crises.

Mais qu'entend-on exactement par « récession » ?

Une récession a lieu lorsque qu'on observe une baisse de la demande des biens. En général, cette baisse de demande est, soit due à une baisse de confiance des consommateurs (ils décident donc d'épargner plus afin de pouvoir pallier des incertitudes futures) ou bien à une baisse de l'investissement (liée à la perte de confiance des entrepreneurs).

La réponse monétaire traditionnelle consiste en la baisse des taux d'intérêt afin d'encourager les investisseurs à emprunter et donc à relancer la demande via leurs investissements. Une autre solution serait d'augmenter les dépenses publiques (on joue alors sur les politiques fiscales).

Dans le premier cas, baisser les taux d'intérêt permettrait de relancer la croissance. Cependant, si les taux sont très bas - ce qui est le cas aujourd'hui - il n'est plus possible d'utiliser ce genre de politique. Reste donc l'action sur les politiques fiscales via les fameux plans de relance qui sont du ressort des états. Le problème est que l'obnubilation de l'Europe face à la stabilité a limité l'utilisation de ces politiques fiscales. En effet, le traité de Maastricht impose aux états membres un déficit budgétaire de moins de 3% ainsi qu'un niveau d'endettement de moins de 60% du PIB. Puisque la BCE n'a pas pour objectif de soutenir l'emploi, son rôle s'arrête donc quand les prix sont stables. CQFD.

Pour illustrer cette rigueur à outrance imposée par la zone euro aux pays candidats, prenons l'exemple de la Lettonie. Afin de satisfaire aux exigences européennes, ce pays a diminué les pensions de 10% et les salaires dans la fonction publique de 20%. La situation n'a d'ailleurs fait que s'aggraver puisque, suite à la crise, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne ont imposé de nouvelles restrictions du déficit, cette fois carrément drastiques.

Outre cette politique économique discutable, l'union monétaire a des limites : elle est incomplète.

Premièrement, la zone euro n'est pas homogène et la faible mobilité du travail et des flux financiers empêchent un ajustement. Le cas de la Grèce est symptomatique : les attaques spéculatives se sont concentrées sur ce pays. Les pays membres, et surtout l'Allemagne, ont tergiversé avant de mettre en place un plan de sauvetage et la Grèce s'est retrouvée seule. Le nationalisme et le repli sur soi constituent malheureusement la norme durant cette période de crise. Pourtant, si la solidarité prévalait, les attaques spéculatives seraient moins violentes.

De plus, en ne dotant pas l'Europe d'un véritable « gouvernement économique » et d'un budget digne de ce nom, l'union monétaire ne se donne pas les moyens d'appliquer des plans globaux.

Enfin, la troisième limite porterait sur les politiques mises en place en réponse à la crise. Après les plans de relance de 2009, tous les pays européens se sont lancés dans des cures d'amaigrissement des budgets afin de répondre aux contraintes du plan de stabilité. Cela défait cependant toute logique : en diminuant les dépenses gouvernementales, on fait baisser la demande et comme les taux d'intérêt sont déjà au plus bas, les politiques traditionnelles ne peuvent pas être mises en place effectivement afin de relancer cette demande. Ces politiques d'austérité avaient pourtant déjà montré leurs

limites dans les années 80 en Amérique Latine (déjà sous les injonctions du FMI). Leurs résultats avaient été catastrophiques : économie détruite, augmentation du chômage et de l'économie parallèle et accentuation des inégalités. On parle aujourd'hui dans ces pays de « la décennie perdue » ! Ce n'est que quand ces états ont décidé unilatéralement de rembourser le FMI et de se débrouiller eux-mêmes que la situation s'est améliorée.

En conclusion, il est temps de donner à l'Europe les moyens d'atteindre ses objectifs. Pour cela il faudrait une BCE non obnubilée par la stabilité et qui aurait dans ses objectifs un taux de chômage faible. L'UE devrait également se doter d'un gouvernement économique avec des moyens importants pouvant mettre en place des politiques européennes fortes afin que l'euro ne soit pas qu'une monnaie commune mais aussi une monnaie pour tous.

Antoine Godin

Focus sur les agences de notation et les marchés financiers

La doctrine néo-classique prend pour hypothèse que les marchés où prévaut la compétition parfaite sont les plus à même de pouvoir évaluer le prix d'un bien. En effet, l'offre et la demande permettent d'obtenir, à l'équilibre, le prix de ce bien. La logique s'étend donc aussi aux biens financiers. Le problème des biens financiers est que ce qui importe n'est pas le prix objectif de ce bien mais la valeur subjective future que ce bien prendra. Par exemple, si une action vaut 30€ (prix basé sur la valeur de l'entreprise émettrice) mais que les investisseurs pensent que ce bien vaut 20€, ils le vendront, même s'ils savent pertinemment que l'action est sous-évaluée. Seul importe ce que les autres investisseurs vont faire. Il est donc essentiel de revenir à une évaluation plus cohérente des biens financiers. Ce rôle d'évaluation est pour l'instant détenu par les « agences de notation » (Fitch, Moody's ou Standard and Poor's). Dans cette optique, un certain courant en Europe tend vers la création d'une agence de notation européenne. Cela ne réglerait toutefois pas le problème si ses avis ne sont pas suivis par les marchés (de par sa trop grande proximité avec le pouvoir politique par exemple).

Une piste de solution serait donc d'aller vers une régulation des marchés, en taxant ou en interdisant la spéculation pure.





Aujourd'hui, de plus en plus de voix s'élèvent pour réclamer davantage d'Europe sociale.

Face à une Union européenne qui résonne désormais aux mots de « concurrence » et « libre entreprise », les questions sociales ont du mal à trouver leur place. A l'occasion de la présidence belge de l'Union, les enjeux de l'Europe sociale sont des questions sur lesquelles il sera fondamental de se mobiliser.

Pourquoi des politiques sociales?

Au XIXe siècle, l'émergence des politiques sociales face au capitalisme industriel résulte d'un choc violent entre deux logiques : la logique politique, qui déclare les citoyens libres et égaux, et la logique économique où les ouvriers sont soumis au bon vouloir du patronat.

Le droit social offre le moyen de corriger cette tension de société en produisant des instruments collectifs de régulation. Il s'agit de protéger les individus des inégalités et des rapports de force dans lesquels ils sont insérés malgré eux face à une conception libérale selon laquelle toute action humaine est le produit des seules « responsabilités et initiatives individuelles ».

Ces évolutions vont favoriser l'apparition d'un Etat social, qui coordonne notamment des services publics: des institutions libérées de la logique de rentabilité et de productivité, au service de la « société » (enseignement, santé publique, transports publics, etc.)

Dès le départ, l'objectif de l'intégration européenne est avant tout économique. Ainsi, le Traité fondateur de la CEE (ancêtre de l'Union européenne) en 1957 contient très peu d'articles sur les politiques sociales: uniquement des éléments qui concernent la libre circulation des travailleurs et l'harmonisation de normes du travail pour éviter la concurrence déloyale entre les Etats.

Durant tout son processus de construction, l'Union a toujours été confrontée à la difficulté de trouver des terrains d'entente pour plus d'intégration sociale. Cela vient principalement du fait que les Etats membres de l'UE ne souhaitent pas transférer davantage de compétences dans ce domaine. Selon certains, les règles sociales sont liées à l'Histoire des Etats et à leur culture, et sont donc difficilement conciliables dans le respect de l'identité de chacun.

C'est pourquoi l'essentiel de la politique sociale de l'Union va se résumer à la production de « lignes directrices » non-contraignantes et à la promotion de certaines bonnes pratiques pour les Etats membres.

Néolibéralisme et mondialisation

Dans les années 80' avec la chute de l'Union Soviétique et l'arrivée au pouvoir de personnalités comme R. Reagan ou M. Thatcher, les idées néolibérales vont triompher : l'entreprise privée est consacrée comme acteur numéro 1 de la sphère économique tandis que la mondialisation des échanges commerciaux va être considérée comme la plus à même de créer des emplois et de la richesse. Ces nouveaux dogmes vont avoir deux conséquences : le démantèlement progressif des politiques sociales, soi-disant obstacles à la croissance, et l'accélération des échanges commerciaux internationaux.

Depuis la fin des années 80', l'intégration économique s'est renforcée mais les règles sociales européennes sont toujours minimales. Elles ne sont que complémentaires à l'ordre économique ; en 1992, le traité de Maastricht met clairement la politique sociale au service de la compétitivité des entreprises. En 2000, la « stratégie de Lisbonne », soumet les autres dimensions du social (enseignement, retraites, etc.) à la recherche de la plus haute compétitivité. Finalement, le projet de traité constitutionnel adopté en 2004 valide l'ensemble de ces évolutions et les insère dans un cadre juridique plus contraignant.

Aujourd'hui, les initiatives de l'UE en matière sociale se résument à la création d'années européennes thématiques ou de financements de projets européens. Par exemple, 2010 est consacrée « Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion », mais se résume principalement à une vaste opération de communication de la part de l'UE.

L'eau et le feu

Les artisans de la construction européenne ont donc choisi de valoriser le social comme un élément permettant d'« améliorer l'économie européenne ». Cette option revient à tenter de concilier l'eau et le feu (les droits sociaux et la compétitivité des entreprises).

Tout cela a des conséquences : suppressions d'emplois, baisse des salaires réels, démantèlement des systèmes de protection sociale. Il est aujourd'hui grand temps de se mobiliser pour réfléchir aux moyens de relancer une véritable Europe sociale : réduction du temps de travail, redistribution de la richesse, taxation équitable de la spéculation financière, du capital et de ses revenus, introduction de clauses sociales et écologiques dans les accords commerciaux. Le combat sera difficile mais il n'est pas encore perdu.

Hugo Roegiers

(sur base d'un article de Corinne Gobin dans le Monde Diplomatique)

Mais que fait donc un député européen ?

C'est derrière les vitres en verre d'un bâtiment d'apparence froide, coincé entre la rue Belliard et la place du Luxembourg, que les eurodéputés se cachent. Dans ce Parlement, encore trop méconnu du grand public, règne une activité trépidante.

La mission officielle du Parlement européen est de discuter, amender et voter la législation européenne, en collaboration avec la Commission et le Conseil. Mais l'activité d'un député européen est très loin de se réduire au rôle de « presse-bouton ». Entre les réunions de commissions parlementaires et de groupe politique, les intergroupes et groupes de travail en tout genre, l'accueil de visiteurs, les interviews pour la presse, la participation à des débats, l'organisation d'événements et les visites sur le terrain, les semaines sont très vite remplies. En fait, toute la difficulté du boulot est d'arriver à ne pas en faire trop. Pour le faire bien.

Heureusement, pour soulager les députés du virus d'hyperactivité qui les touchent tous, les assistants et conseillers veillent! Chaque député a 2 à 4 assistants et stagiaires qui assurent toute la logistique quotidienne, ce qui consiste entre autres à ne pas se noyer dans les mails (et avec environ 250 nouveaux mails par jour, il y a du boulot!) ou à arriver à caser dans l'agenda le énième rendez-vous de la semaine. Ils sont aussi impliqués dans les réunions et négociations, rédigent des analyses et briefings, proposent des amendements législatifs,... Cette équipe de base est complétée par les conseillers de groupe politique. Chez les Verts/Ale, chaque conseiller/conseillère est spécialisé sur une thématique (énergie, politique agricole, emploi,...) et apporte son expertise à tous les députés verts travaillant sur ces mêmes sujets.



Credit photo : teachandlearn

Dans tout ce système, la confiance mutuelle est absolument essentielle. Confiance envers les collaborateurs mais aussi envers les autres collègues députés. En effet, vu que chaque député se spécialise et ne peut suivre qu'un nombre de sujets limités, quand arrive la session plénière et le vote sur l'ensemble des dossiers en cours, la position commune adoptée par les Verts est proposée par ceux qui ont travaillé sur le sujet. L'avantage du groupe des Verts, c'est sa grande cohérence interne. Néanmoins, un travail permanent a lieu pour débattre et mettre au clair les positions adoptées par le groupe. Pour cela, d'une part, des débats en groupe sont organisés plusieurs fois par mois sur des sujets comme les droits d'auteurs sur Internet, les relations avec le Moyen-Orient ou encore la crise de l'Eurozone. D'autre part, des groupes de travail thématiques ont été mis en place (par exemple, climat, Green New Deal, lutte contre la pauvreté,...) et permettent aux députés, conseillers et assistants travaillant sur un même sujet d'avancer ensemble.

Enfin, experts externes et partenaires sociaux sont très souvent sollicités pour des rencontres débats, ou pour fournir une expertise technique spécifique, afin d'assurer que les décisions prises reflètent bien les messages défendus par les alliés à l'extérieur.

Aurélié Maréchal,
Assistante de Philippe Lamberts

80 jeunes verts à Bratislava pour une autre Europe

La Fédération des jeunes Verts européens regroupe une quarantaine de jeunes vertes de différents pays du continent européen et s'intègre dans un mouvement qui se veut à portée mondiale, les « Global Young Greens ».

Reconnue comme aile officielle du Parti vert européen, la FYEG représente, via les délégués de ses organisations membres, les jeunes verts. Elle participe à différentes conférences internationales, réagit à l'actualité politique et organise des séminaires et formations afin d'outiller ses membres à la diffusion des idées et pratiques de l'écologie politique.

A chaque printemps a lieu l'assemblée générale de la Fédération, véritable organe décisionnel de la FYEG. Les délégués de chaque organisation membre ont l'opportunité d'introduire des amendements aux statuts, d'élire les nouveaux représentants, de voter les positions politiques officielles de l'organisation, mais aussi de créer des liens avec d'autres jeunes vertes en Europe.

Cette année, l'assemblée générale se tenait en Slovaquie. Nous y sommes allés avec des bagages remplis d'amendements et de propositions préparées avec le groupe de travail « international » d'*écologie*, et en coordination avec d'autres délégués européens. Sur place, les quatre jours d'assemblée nous ont demandé beaucoup de travail: travail de persuasion, de lobbying, via des discussions « entre les portes » et des « réunions de concertation » entre délégations après les déjà longues journées de débats en assemblée plénière. Eh oui, bien que l'on soit entre verts, tout le monde n'est pas pour autant sur la même longueur d'ondes. Les sujets qui divisent ont surtout porté sur le « régionalisme », très poussé chez les Catalans, beaucoup plus modéré chez les Belges ou les Suisses ; la gratuité totale des transports en commun rêvée par certains membres, alors que le Benelux avait une position plus nuancée ; la procédure de vote à l'assemblée générale que certains voulaient garder soi-disant « égalitaire » et qu'*écologie* et d'autres auraient aimé rendre plus « représentative » ou encore le choix du nouveau secrétaire général que certains souhaitaient peu politisé et plutôt gestionnaire...

Bien sûr, certaines idées restent fédératrices : l'égalité des sexes dans tous les domaines de la société (parfois exacerbée au sein de certaines délégations), la réorientation de l'économie vers des secteurs durables et la remise en question d'une croissance économique illimitée, la démocratisation de l'accès aux études supérieures, le développement d'une mobilité douce, une alimentation saine, un accord international sérieux et contraignant pour la lutte contre les changements climatiques, ...

Finalement, nous sommes revenus quelque peu déçus de ne pas avoir obtenu les réformes qui nous paraissaient les meilleures pour le fonctionnement de la Fédération. Cependant, cette assemblée a le mérite d'avoir suscité des débats passionnants et d'avoir permis à certaines délégations de se rendre compte des difficultés réelles auxquelles la FYEG fait face. Elle fut également l'occasion d'ébaucher des projets communs entre différentes organisations membres.

Dès notre retour, nous avons continué à entretenir nos relations, cherché à créer de nouvelles alliances et préparé des propositions de réformes pour l'année prochaine. Il nous reste maintenant à attendre le printemps 2011 en préparant cette nouvelle assemblée le mieux possible afin de faire de la FYEG une organisation importante, utile et indispensable au développement de l'écologie politique au sein de cette vaste nébuleuse qu'est le mouvement vert à l'échelle européenne. C'est aujourd'hui une évidence : les jeunes ont leur mot à dire pour rendre l'Europe plus verte, plus sociale et plus démocratique.

Ci-après, tu trouveras une présentation des nouveaux porte-parole de la Fédération. Delfina, de Catalogne, et Sebastian, d'Angleterre. Ils ont accepté de nous présenter leurs visions de l'écologie politique. Nous les félicitons d'ores et déjà pour leur élection et leur souhaitons bonne route dans l'accomplissement de leur mandat !

Aude Hansel et Matthieu Content
Représentants d'*écologie* à la Fédération des jeunes Verts européens



La Fédération des jeunes Verts européens organise un certain nombre d'activités durant toute l'année, ainsi que des camps pendant les grandes vacances. La newsletter d'*écolo j* en relaie certaines, mais tu peux aussi trouver les informations et appels à candidats concernant ces activités ouvertes à tous les membres d'*écolo j* sur www.fyeg.org.

Youth Must Demand Economic Participation

*A*t this crucial stage in society, strategies implemented today will have a serious effect on our generation in the future. However, youth are increasingly excluded from the decision-making process.

In recent decades, the economic policies of many governments have been to increase privatisation and liberalisation of public services and common goods. The result of this has been almost no political control of the economy and therefore totally inadequate social and environmental protection from those who have the capital to exploit our resources. This has also been a process of removing democratic accountability and therefore some degree of public control over the economy.

This has culminated in the ongoing economic crises which brought about the downfall of Lehman Brothers amongst other financial institutions. Governments initially appeared to take control of the situation but in reality little action has been taken to reform the system in a way which would stop similar crises happening in the future. The policies implemented show no signs of breaking with neoliberal orthodoxy. Worse, the bailout of these institutions has in effect socialised market risk taking whilst continuing to allow profit and the bonus culture to remain private privilege of a tiny minority.

There was little concern for national deficits when governments gave banks hundreds of billions of dollars with few or no strings attached. Now, when people need investment in the labour market to create and safeguard jobs, media attention and political focus has been largely about cutting the deficit, reducing wages and increasing

redundancies. These financial priorities must be reversed. We need governments which serve the people, not private profit.

The economic crisis has led to mass youth unemployment across Europe in spite of our generation being the best educated. Lack of jobs, temporality, misuses of contract terms to hire cheap young workers and weaken social security, are collectively making youth emancipation a big problem. Even worse, young people are just one of the groups having to face up to these consequences. Women, immigrants and other groups which are discriminated against are also bearing the brunt of this crisis.

Now is the time to retake control of the economy and set strategies for long-term policies not only at the EU level but also at the international one. Unfortunately, it is not only difficult to influence political parties and institutions to direct the economic system, but also to involve youth and vulnerable persons who are typically excluded from the decision-making process. We believe FYEG can change this by unifying youth voices in calling for Young Green economic perspectives on the European agenda.

It is of the utmost importance youth remain aware of the consequences of this unequal system, both in terms of social and environmental impact. Young people must work together to achieve radical changes in society. We demand changes to include youth participation in decision-making processes. We must be able to influence the present to define our future.

Delfina Rossi & Sebastian Power
FYEG Spokepersons
(delfina@fyeg.org - sebastian@fyeg.org)

Quelle Europe veut-on ?

I est difficile aujourd'hui d'aimer l'Union Européenne, où les intérêts nationaux sont plus que jamais mis en avant, au détriment de la solidarité, comme on le voit avec la Grèce, et où le Traité de Lisbonne a compliqué la lisibilité des institutions.

On y voit encore moins clair qu'avant entre le Président de la Commission, Barroso, la Haute Représentante pour les affaires étrangères, Ashton, le Président du Conseil européen, Van Rompuy, et la Présidence tournante (espagnole il y a quelques jours encore, belge depuis le premier juillet). Le manque de transparence et de démocratie est également flagrant : une des premières décisions de la nouvelle Commission Barroso 2 a été d'autoriser les OGM sur le territoire européen, contre l'avis de plus de 60 % de la population, selon de récents sondages. Le Parlement européen, la seule instance élue au suffrage universel direct par les citoyens des 27 Etats-membres, est trop peu écouté, comme lorsqu'il prône une réduction de 25 à 40% des gaz à effet de serre d'ici 2020, et de 80% d'ici 2050, pour lutter contre le réchauffement climatique.

Parlons-en, du réchauffement climatique. Copenhague, voilà encore un exemple d'une Europe qui n'a pas été à la hauteur. Là-bas, on a pu observer concrètement que les pays émergents (Chine, Afrique du Sud, Inde, Brésil), avec les États-Unis, avaient pris l'ascendant sur l'Europe dans les relations internationales.

Pour éviter que cette situation se répète, l'Europe devra être plus unie que jamais. Cela ne peut que passer par une gouvernance plus démocratique et plus efficace, par une Europe plus sociale et moins libérale, où tous les citoyens se retrouveront.

Pour cela, il est nécessaire de mettre en place une circonscription électorale européenne (pour les mêmes raisons qu'en Belgique où une circonscription nationale est plus que jamais nécessaire, page 4 et 5), afin que chacun puisse voter pour tout élu européen, et que l'intérêt général de tous les citoyens de l'Union soit défendu. Le Parlement européen doit également acquérir le droit d'initiative (seule la Commission

en bénéficie pour le moment, elle seule a donc le droit de proposer des textes législatifs). Il doit être possible à l'avenir de modifier les traités à la majorité qualifiée, et non à l'unanimité des Etats, ce qui bloque toute évolution institutionnelle. Enfin, il faut faciliter les coopérations renforcées, pour permettre aux Etats qui veulent aller plus loin ensemble dans certains domaines de ne pas être bloqués par d'autres plus frileux et plus soucieux de leur souveraineté nationale.

Il est également crucial d'harmoniser vers le haut les standards sociaux, en lieu et place du détricotage de la sécurité sociale et des libéralisations à la chaîne qui mettent en péril le service public. Une directive préservant les services d'intérêt généraux est plus que jamais nécessaire, comme le réclament les Verts au niveau national et au Parlement Européen. Les Verts ont également toujours voté contre les libéralisations, que ce soit celles de l'énergie, des transports ferroviaires, de la poste, ... Ce modèle d'Europe sociale et verte, écologiste en un mot, trouvera un écho auprès de la population, et se fera avec les citoyens européens.

On est donc face à un tournant historique. Soit l'Union Européenne prend la direction d'une fédération d'Etats solidaires, ce que la Belgique a toujours soutenu, et que les Verts ont déjà mis en œuvre en se fédérant au Parlement et au sein de la FYEG, soit c'est au mieux le statu quo, au pire la désintégration, et dans ces deux cas les Etats européens ne pourront plus soutenir leurs standards sociaux, ne pèseront plus dans le monde et seront considérés comme des pays de seconde zone sur l'échiquier politique mondial.

Pour notre part, nous avons choisi.

Olivier Bierin
Coprésident d'écolo j

Reizen is gezond!



Het is zomer en velen onder ons zullen er op uit trekken. Onze steden lopen vol met gezichten van over de hele wereld. Prachtig! Toerisme heeft een belangrijke economische en sociaal-culturele kant. Bovendien zijn jongeren fervente reizigers. Wisten jullie dat 25% van de wereldomzet in de toeristische industrie, dollars of euros zijn die werden uitgegeven door jongeren?

Toerisme is een belangrijke economie maar toerisme gaat in de eerste plaats over ontmoeten. Daarom zegt men soms: Toerisme is wereldwijd de belangrijkste 'peacekeeping industrie'.

Vroeger werkte ik in een jeugdherberg en ons concept was heel eenvoudig: Locale jongeren ontmoeten jonge reizigers en ze tonen hen een stukje van hun leven in België. Reizende jongeren prikkelen de locale jongeren om er op uit te trekken door hun exotische verhalen.

Reizen opent geesten en is het beste antgif tegen verzuring. Toerisme smeedt banden tussen mensen. Onbekenden worden bekenden. De reiziger doet vele nieuwe indrukken op, leert zichzelf relativeren en stelt de eigen samenleving in vraag. Voor jonge mensen is niets zo gevaarlijk als opgesloten zitten in de eigen omgeving.

School speelt hierin een belangrijke rol. School geeft jongeren de nodige bagage om er op uit te trekken: aardrijkskunde, geschiedenis, taalvakken en andere vaardigheden. Bovendien maken veel leerlingen hun eerste reizen met hun klasgenoten, zeker jongeren uit moeilijke buurten! Als leerkracht deed ik dan ook niets liever dan schoolreizen en daguitstappen organiseren.

Toerisme is een belangrijke economie. Om te werken in deze sector moet je vriendelijk zijn en enkele talen spreken. Lange studies zijn niet nodig! Toerisme betekent dus vele leuke jobs voor mensen die zin hebben om te werken! Voor onze steden is toerisme een heel belangrijke inkomensbron en motiveert een stad om 'er goed uit te zien'. Dus ook daar zit heel wat werk in: infrastructuur, renovatie, mobiliteit, culturele sector,...

Vandaag is groen meer en meer populair bij een breed publiek. Bio doet verkopen. We merken dat groene steden steeds meer toeristen aantrekken en dat toeristische hoofdsteden de groene kaart trekken. Toerisme is marketing! En via toerisme

kunnen we heel gericht een duurzame manier van leven en reizen onder de mensen brengen. Een groene stad is een stad die zowel aangenaam is voor de eigen bewoners en de bezoekers! Dus aan alle toekomstige groene ministers: Probeer die portefeuille van toerisme te pakken te krijgen!

Tenslotte, toerisme zorgt voor uitstraling, voor imago en trots. Niet onbelangrijk in het België van vandaag zou ik zeggen. Toeristen die goed werden ontvangen zijn immers de beste ambassadeurs.

Reizen is dus gezond voor mens, maatschappij en economie!

Klaas Lagrou

Woordenschat

- Er op uit trekken: partir en vacances
- De omzet: le chiffre d'affaires
- De jeugdherberg: l'auberge de jeunesse
- Prikkelen: exciter
- De geest: l'esprit
- Het antgif: l'anti-poison
- De verzuring: l'aigreur, l'air renfrogné
- Smeden: forger
- De vaardigheid: la compétence
- De daguitstap: l'excursion d'une journée
- Zin hebben: avoir envie
- De inkomensbron: la source de revenu
- Gericht: de manière ciblée
- Te pakken krijgen: réussir à obtenir
- De uitstraling: le rayonnement
- De trots: la fierté
- Ontvangen: recevoir
- De maatschappij: la société

LaSemo, le festival de musique durable en Wallonie

L'art de joindre le durable à l'agréable

Le festival LaSemo est un projet porté par Squid, une asbl qui met la problématique du développement durable au cœur des événements. Outre de multiples services de en événementiel durable, cette association s'attelle également à la mise en place d'un label « événement durable », ainsi que d'une plateforme de festivals durables au niveau européen.

LaSemo, la graine en Esperanto, est un festival de musique folk-rock qui en est à sa 3ème édition et espère accueillir 20.000 festivaliers ces 9, 10 et 11 juillet 2010. Ce festival, qui a lieu dans le cadre magnifique de l'île de l'Oneux à Hotton, a la particularité d'être le premier et unique festival de musique durable en Wallonie. Chaque année, les organisateurs s'efforcent d'améliorer la durabilité de l'événement, et ce, à tous les niveaux. Ils tiennent par ailleurs à sensibiliser les festivaliers aux enjeux de l'écologie et du développement durable avant et pendant l'événement.

Un événement respectueux de l'environnement

Ne perdons pas de vue qu'à LaSemo, l'objectif principal consiste à s'amuser tout en limitant autant que possible notre empreinte écologique. Toute une série de choses sont mises en place à cet effet : la réduction des déchets au moyen de gobelets réutilisables, de vaisselle compostable, de fournitures peu emballées, de programmation uniquement lisible sur les T-shirts des bénévoles, d'une politique d'interdiction de certains produits sur la plaine ; la valorisation de matériaux recyclés et récupérés pour la promotion et la décoration ; le nombre limité d'affiches et de flyers imprimés ; l'utilisation d'énergie à 100% verte et de produits d'entretien écologiques ; la mise à disposition de toilettes sèches dont les matières organiques sont

biométhanisées et transformées en électricité ; la promotion des transports alternatifs (train, bus, co-voiturage, calèche et vélo lors du LaSemo Bike Tour au départ de Namur et Spontin) ; l'attention portée à la propreté sur la plaine et au tri sélectif des déchets ; l'offre de boissons et de nourriture locale et de saison ...

Un événement à dimension sociale

Sur le plan social, LaSemo veille à assurer une accessibilité pour tous, notamment pour les personnes à mobilité réduite par le biais de facilités adaptées et de bénévoles disponibles. Pour les familles, il existe une « zone familles » sur la plaine avec du matériel pour apporter les soins nécessaires aux enfants en bas âges, un encadrement et des animations assurées par l'ONE et la Ligue des Familles, une entrée gratuite pour les enfants de moins de 12 ans et également un « camping familles » au calme. En partenariat avec l'association Article 27, LaSemo facilite l'accès à toute forme de culture pour toute personne vivant une situation sociale et/ou économique difficile. De plus, LaSemo favorise l'échange de contacts humains et d'idées éco-citoyennes au travers de son village associatif Ideo et de divers jeux coopératifs. En outre, LaSemo a déjà fait l'objet de l'organisation d'un chantier international et accueille cette année les centres ouverts de la région qui présenteront leur regard sur l'environnement par le biais d'expos et d'ateliers. Enfin, LaSemo a dès le départ privilégié l'ouverture et le dialogue avec la commune d'Hotton et les riverains, prenant en compte les différents avis et remarques.



Un événement ancré dans le local et économiquement raisonnable

Comme dernier volet de cette approche durable, LaSemo soutient aussi l'économie locale en travaillant exclusivement avec des fournisseurs locaux et en valorisant des artistes du coin ainsi que de jeunes espoirs bien de chez nous en organisant des « tremplins ». Par ailleurs, les budgets de l'événement sont raisonnables et les prix pratiqués sur le festival aussi, garantissant de la sorte l'accessibilité pour tous. Les balances

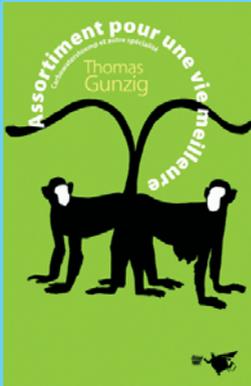
entre dépenses et recettes sont mesurées avec précaution, permettant ainsi d'évaluer les retombées économiques. Cerise sur le gâteau, LaSemo promeut le commerce alternatif et vous convie à venir faire un petit tour sur son marché artisanal Bazarro qui est constitué d'artisans proposant des produits originaux fabriqués dans le respect de la nature et des travailleurs.

L'affiche et plus d'infos sur www.lasemo.be.

Hélène Loncke

Ancrage durable

Pour inaugurer cette rubrique, voici deux livres qui te permettront de t'occuper de manière intelligente en bronzant sur la plage ! Mais pas de prise de tête au programme, ils sont faciles à lire. Le premier te fera surtout rire, l'autre plutôt réfléchir...



Assortiment pour une vie meilleure, de Thomas Gunzig

Thomas Gunzig. Certains d'entre vous le connaissent peut-être grâce à sa chronique radio « Café serré » dans l'émission *Matin Première*. Mais il est aussi, et surtout, un écrivain. « Assortiment pour une vie meilleure » est un recueil qui rassemble 27 nouvelles déjà diffusées dans d'autres recueils, dans des revues ou au théâtre. L'auteur navigue entre théâtre de l'absurde et surréalisme. Qui aurait pu par exemple imaginer que Spiderman doive aller à l'ONEM ? La critique de la société est toujours bien présente sous une bonne couche d'humour noir ! Tous les sujets sensibles y passent: violence, sexe, pouvoir et vengeance... Même si la qualité des textes est très variable, chacun trouvera son compte dans ce large assortiment !

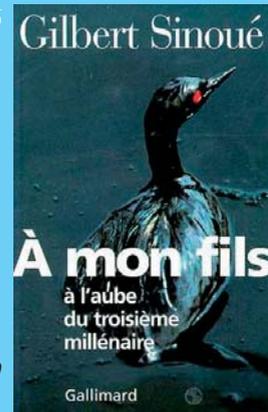
Assortiment pour une vie meilleure, Thomas Gunzig, Au Diable Vauvert, 2009.

A mon fils, de Gilbert Sinoué

Dans ce livre, Gilbert Sinoué s'adresse à son fils et, à travers lui, à toutes les générations futures. Il fait un tour du monde virtuel, « à l'aube du troisième millénaire ». Le constat est accablant : catastrophes écologiques, problèmes éthiques et sociétaux, déséquilibre nord-sud,...

Le monde serait-il plus beau en 2010 ? Deepwater Horizon a remplacé l'Erika, le SIDA est toujours aussi présent en Afrique, ... Depuis 2000, les mentalités ont évolué, mais certains actes doivent encore suivre. Un livre qui m'a marqué, et que je recommande particulièrement aux jeunes... mais qui conviendra aussi aux moins jeunes !

A mon fils, à l'aube du Troisième Millénaire, Gilbert Sinoué, Gallimard, 2000 (existe aussi en Poche : Folio n° 3883, 2003).



Jérémie Knoops



Le dessert de Pierre

Le mois de juillet approchant, le temps de la récolte des myrtilles dans les sous-bois se profile. Quoi de mieux que de transformer ces succulentes baies en confiture ou de les avaler sur place les doigts mauves ? Et bien je vous les conseille en tarte ou en gâteau ! Ici en l'occurrence, un gâteau au fromage frais, peu calorique (en tout cas en comparaison avec ceux à la crème pâtissière) et néanmoins délicieux. Pour le choix des ingrédients, privilégiez des aliments bios et locaux lorsque c'est possible. Les oeufs surtout, choisissez-les bios ou équivalents (code 0 ou 1). La couleur, la texture et le goût des oeufs de poules élevées en plein air sont incomparables avec ceux des oeufs de batterie.

Gâteau au fromage et aux myrtilles

- **Difficulté** : facile
- **Temps de préparation** : 30-45min
- **Temps de cuisson** : 45min

Ingrédients :

Pâte :

- 125g de beurre de ferme demi-sel
- 100g de flocons d'avoine
- 100g de biscuits au froment écrasés
- **Garniture** :
- 375g de fromage frais (éventuellement allégé)
- 100g de ricotta
- 100g de sucre de canne
- 125g de crème fraîche
- 2 oeufs
- 1 cuillère à soupe de zestes d'oranges
- 1 cuillère à soupe de farine

Décoration :

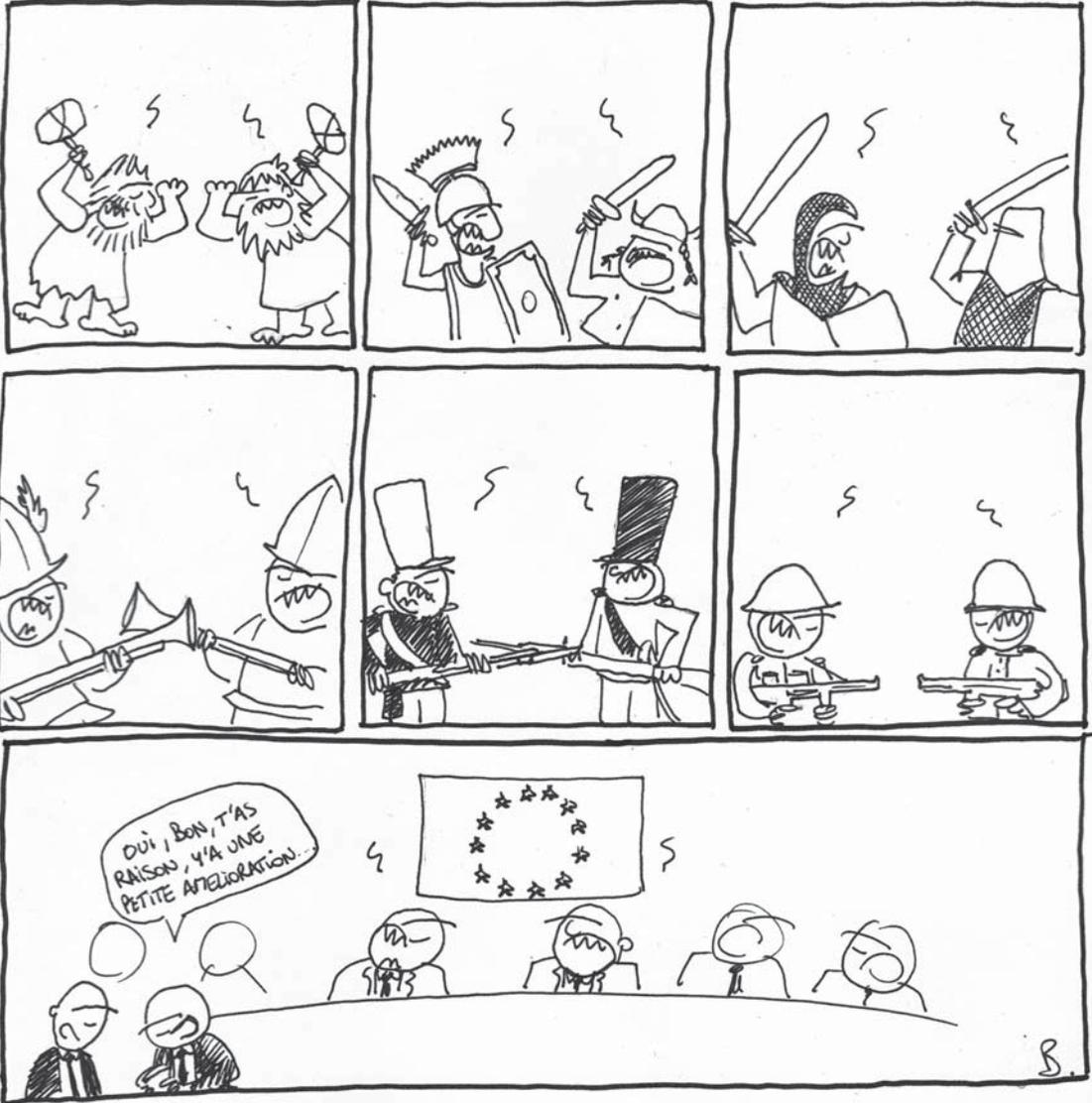
- 250g de myrtilles
- 250g de confiture ou de gelée de mûres
- 2 cuillères à soupe d'alcool de cerise

Préparation :

- **B**eurrer un moule rond (min 20cm) et profond (min 10cm). Couvrir-le de papier sulfurisé.
- **F**aire fondre le beurre dans une casserole, puis y ajouter l'avoine et les biscuits. Bien mélanger avant d'incorporer le sucre.
- **T**asser la moitié du mélange au fond du moule. Former les bords du gâteau avec l'autre moitié du mélange, à l'aide d'un verre.
- **P**lacer au réfrigérateur 15min et faire préchauffer le four sur 180°C.
- **B**attre le fromage frais, la ricotta, le sucre et la crème fraîche à l'aide d'un batteur électrique jusqu'à l'obtention d'un mélange homogène et aéré.
- **I**ncorporer les oeufs, le zeste d'orange et la farine sans cesser de battre.
- **V**erser dans le moule et enfourner 45 minutes jusqu'à ce que la garniture ait bien pris.
- **L**aisser refroidir dans le moule.
- **D**émouler et placer sur un plat ou une assiette.
- **T**amiser la confiture dans une casserole et faire chauffer à feu doux.
- **A**jouter la liqueur et faire mijoter quelques minutes.
- **E**parpiller les myrtilles sur le gâteau.
- **B**adigeonner délicatement les myrtilles puis réfrigérer plusieurs heures avant de servir.

Pierre Urbain

petite amélioration



AGENDA

3-4 juillet

écolo j on fire'

24 juillet

Découverte de la Foire agricole de Libramont en compagnie de membres de la Fédération des Jeunes Agriculteurs (FJA)

7 août

Visite de l'exposition Indépendance !
50 ans d'indépendance racontés par des Congolais

25-29 août

Rencontres écologiques d'été avec deux ateliers organisés et animés par *écolo j* :

- Les jeunes, tous délinquants ? jeudi 26 août de 9h30 à 12h30
- Quelle gouvernance mondiale dans 30 ans ? jeudi 26 et vendredi 27 août

18 septembre

Visite du fort et du mémorial de Breendonk

2 octobre

Participation à la Nuit blanche contre listes noires

30-31 octobre

Weekend en Alsace : visite de Strasbourg, de l'ancien camp de concentration de Natzweiler et du mémorial de l'Alsace-Moselle.

écolo j

écolo j fédéral
18 Place Flagey
1050 Bruxelles
02 218 62 00
info@ecoloj.be
www.ecoloj.be

GROUPES RÉGIONAUX

Région

de Bruxelles-Capitale

écolo j Bruxelles :
bruxelles@ecoloj.be

Province

du Brabant Wallon

écolo j Brabant Wallon :
bw@ecoloj.be

Province du Hainaut

écolo j Picardie :
picardie@ecoloj.be

écolo j Centre :
centre@ecoloj.be

écolo j Charleroi-Thuin :
charleroi-thuin@ecoloj.be

écolo j Mons-Borinage :
mons@ecoloj.be

écolo j Liège :

liege@ecoloj.be

écolo j Verviers :

verviers@ecoloj.be

Province

du Luxembourg

écolo j Luxembourg :
luxembourg@ecoloj.be

Province de Liège

écolo j Huy-Waremme :
huy-waremme@ecoloj.be

Province de Namur

écolo j Namur :
namur@ecoloj.be

JUMP
Le goût du futur

Avec le soutien de la Communauté française

